

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.464

23 septembre 1997

(97-3890)

## Comité des obstacles techniques au commerce

### NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de la justice L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Uniformes, matériaux utilisés pour la conception des bâtiments abritant des organisations de sécurité privées et matériel utilisé par les sociétés privées de transport de fonds et d'autres valeurs
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Règlement du ... 1997 (Règlement concernant les organisations de sécurité privées)
6.	Teneur: L'article 9 de la Loi sur les organisations militaires et les organisations de sécurité privées dispose que le Ministre de la justice peut déterminer la conception des bâtiments abritant des organisations de sécurité privées et les matériaux à utiliser et prescrire le port d'uniformes identiques dans toute la mesure du possible. Le Ministre fait usage de ce pouvoir dans le Règlement concernant les organisations de sécurité privées. Selon le gouvernement néerlandais, le point 5 de ce texte renferme probablement des règlements au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Un résumé des règlements techniques restants est donné ci-après à titre indicatif. L'article 12 dispose que toute personne exerçant des fonctions dans le domaine de la sécurité doit porter un uniforme ayant reçu l'agrément ministériel. Les règles d'agrément prévoient en substance que les uniformes ne doivent pas ressembler plus qu'il n'est nécessaire à ceux portés par les forces de police et les forces armées. L'article 21 dispose que les matériaux utilisés par les centres d'intervention d'urgence privés doivent satisfaire aux exigences de l'appendice 5. Les points 2.1, 3.1 et 3.2 de l'appendice 5 renferment des spécifications techniques en rapport avec la solidité et la résistance aux balles et aux chocs des matériaux utilisés dans la conception et la construction des bâtiments abritant des centres d'intervention d'urgence privés. L'appendice 5a énonce des directives concernant la façon dont les essais requis en matière de résistance aux balles et aux chocs doivent être effectués. Les résultats doivent être inclus dans un rapport d'essai. L'article 23 dispose que le matériel utilisé par les sociétés privées de transport de fonds et d'autres valeurs doit satisfaire aux exigences énoncées à l'appendice 6 du Règlement. L'appendice 6 renferme des exigences concernant les véhicules utilisés pour les transports de fonds et d'autres valeurs. Le point 9.2 dispose que les réseaux de télécommunication doivent répondre aux exigences établies dans la Loi sur la fourniture de services de télécommunication ou conformément à cette loi (à savoir que la possession et l'utilisation d'émetteurs sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation du Ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau et qu'une attestation d'agrément du Ministre certifiant que le réseau en question est conforme au type agréé est requise).

7.	Objectif et justification: Les exigences énoncées dans les articles 12, 21 et 23 et dans les appendices 5, 5a et 6 du Règlement s'appliquent sans distinction aux produits d'origine néerlandaise ou étrangère. Si ce projet de règlement comporte des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés en raison de la nécessité d'éviter toute confusion entre les forces de police et les forces armées et d'assurer la sécurité du personnel de sécurité, ainsi que de sauvegarder les services de sécurité (ordre public). Tout rapport d'essai établi par un institut d'inspection d'un autre Etat membre dans le respect des exigences formulées dans l'appendice 5a est reconnu. Aux fins de la délivrance d'une attestation d'agrément pour un émetteur, les essais effectués dans un autre Etat membre conformément à des prescriptions équivalentes sont reconnus.
8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Note explicative jointe au Règlement originel concernant les organisations de sécurité privées.</li> <li>- Article 9 de la Loi sur les organisations militaires et les organisations de sécurité privées.</li> <li>- Article 17 de la Loi sur la fourniture de services de télécommunication.</li> <li>- Article C.2.1. du Décret sur les dispositifs radioélectriques.</li> </ul>
9.	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="flex: 1;"> Date projetée pour l'adoption:  Date projetée pour l'entrée en vigueur: </div> <div style="font-size: 3em; margin: 0 10px;">}</div> <div style="flex: 1;"> 26 octobre 1997 </div> </div>
10.	Date limite pour la présentation des observations: 25 octobre 1997  Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: